

## Partie 1 - Le régime matrimonial

1. Pourquoi, dans le cadre d'une succession (et d'une planification successorale), l'analyse du régime matrimonial a-t-elle une importance capitale ?
2. Quels sont les principaux régimes matrimoniaux existant en Belgique ?
3. Comment exprimer le choix du régime matrimonial ?
4. Est-il possible de changer de régime matrimonial pendant le mariage ?
5. Quelle est la spécificité du régime légal (communauté d'acquêts) ?
6. De quels éléments se compose le patrimoine propre de chaque époux ?
7. De quels éléments se compose le patrimoine commun des époux ?
8. Quelle est la spécificité du régime de séparation de biens ?
9. Quelle est la spécificité du régime de communauté universelle ?
10. Quelle est la spécificité du régime de séparation de biens avec adjonction d'une « société d'acquêts » ?
11. Je suis marié, qu'advient-il de mes biens le jour de mon décès ?
12. Dans le cadre d'un régime de communauté, puis-je attribuer des droits plus étendus dans le patrimoine commun à mon conjoint survivant ?
13. Quelles sont les clauses les plus connues ?
14. Quels sont les avantages et les inconvénients de ces clauses ?
15. Qu'en est-il si je suis marié sous le régime de séparation de biens ?
16. J'envisage de me remarier et j'ai des enfants nés d'une précédente relation, puis-je attribuer moins de droits successoraux à mon conjoint survivant ?

## **Partie 2 - La cohabitation légale**

17. Qu'est-ce que la « cohabitation légale » ?
18. En tant que cohabitant légal, hérite-t-on bien l'un de l'autre ?
19. Cohabiter légalement signifie-t-il que tout est réglé sur le plan successoral ?
20. Est-il utile de rédiger un testament en faveur de mon cohabitant légal ?
21. Qu'est-ce qu'une clause d'accroissement ou tontine ? Est-ce intéressant lors de l'achat d'une habitation ?
22. Comment protéger le cohabitant légal survivant lorsque vous avez des enfants ensemble ?
23. Comment protéger le cohabitant légal survivant, en l'absence d'enfant, mais en présence d'ascendants ?

## **Partie 3 - Le droit des successions**

24. Quels sont les termes les plus utilisés ?
25. Quand s'ouvre la succession ?
26. Comment peut-on hériter ?
27. Qui peut hériter ?
28. Que se passe-t-il quand deux proches décèdent en même temps ? Héritent-ils l'un de l'autre ?
29. Est-on obligé d'accepter une succession ?
30. Dans quels cas doit-on accepter purement et simplement la succession ?
31. Dans quel cas doit-on accepter la succession sous bénéfice d'inventaire ou y renoncer ?
32. Quelles sont les formalités pour renoncer ou pour accepter sous bénéfice d'inventaire ?
33. Quels sont les avantages et les inconvénients, notamment fiscaux, des différents choix ?
34. Si j'accepte une succession sous bénéfice d'inventaire, suis-je totalement à l'abri, notamment quant aux droits de succession qui m'incombent ?
35. Qui est héritier légal ?
36. Qui hérite si le défunt laisse des descendants ?

37. Les petits-enfants peuvent-ils hériter directement des grands-parents ?
38. Qui hérite si le défunt ne laisse pas de descendants ?
39. Qui hérite si le défunt ne laisse pas de parents ?
40. Qu'est-ce que la « réserve » et la « quotité disponible » ?
41. Qu'est-ce que la « représentation successorale » ?
42. Puis-je priver un de mes héritiers de son héritage même si celui-ci bénéficie de la réserve ?
43. Qu'est-ce la « fente successorale » ?
44. L'enfant adopté hérite-t-il aussi ?
45. Le donateur peut-il récupérer le bien qu'il a donné ?
46. Quels sont les droits de l'époux ou du cohabitant légal ?
47. Peut-on limiter les droits de l'époux ou du cohabitant légal ?
48. Comment décider soi-même de sa succession ?
49. Qui peut faire un testament ou une donation ? Qui peut en bénéficier ?
50. Qu'est-ce qu'un legs ?
51. Quelles sont les formes de testament ?
52. Quels sont les avantages et les inconvénients de chaque type de testament ?
53. Comment connaître l'existence d'un testament ?
54. Quelles sont les dispositions qu'un testament peut contenir ?
55. Peut-on donner de son vivant ?
56. De quoi se compose une succession ?
57. Les donations ou testaments faits par le défunt interviennent-ils dans la composition de la succession ?
58. Lors du partage, doit-on tenir compte des donations faites du vivant ?
59. Peut-on dispenser les donations du rapport ?
60. Qu'est-ce que l'usufruit ?

61. Que représente l'usufruit de l'époux ou du cohabitant légal ?
62. Peut-on convertir l'usufruit en un capital ?
63. Que contient la loi sur les petits héritages ?
64. La succession peut-elle être influencée par une assurance vie ?
65. De quoi se compose, fiscalement parlant, la succession taxable ?
66. Certains biens ou certaines opérations peuvent-ils être réintégrés par l'administration fiscale ?
67. Quelles sont les dettes qui peuvent être déduites de l'actif taxable ?
68. Quid en cas de successions internationales ? Particularités de ce régime : la liberté de choix !

#### **Partie 4 - Droits de succession relatifs à la Région wallonne et à la Région de Bruxelles-Capitale**

69. Pourquoi s'intéresser aux droits de succession ?
70. Qui sont les héritiers et légataires ?
71. Qui doit payer les droits de succession ?
72. Sur quels éléments du patrimoine les droits de succession sont-ils dus ?
73. Quels critères déterminent les taux des droits de succession ?
74. Quel est le tarif général des droits de succession en Région wallonne ?
75. Quel est le tarif général des droits de succession à Bruxelles-Capitale ?
76. Existe-t-il une règle particulière lorsque le défunt détenait des avoirs investis à titre professionnel ?
77. Comment se calculent les droits de succession ?
78. Quand doit-on payer les droits de succession ?
79. Doit-on payer des droits de succession quel que soit le montant dont on hérite ?
80. Existe-t-il des exemptions supplémentaires prévues pour les enfants du défunt qui n'ont pas atteint l'âge de 21 ans ?
81. Existe-t-il des réductions de l'impôt successoral ?

82. Quelle réduction applique-t-on pour l'héritier qui a trois enfants de moins de 21 ans ?
83. Doit-on payer deux fois les droits de succession, si deux décès surviennent dans la même année ?
84. Quels sont les taux en cas de legs à une commune, à une association, etc. ?
85. Quelles sont les règles applicables en cas de transmission d'entreprise ?
86. Certaines personnes peuvent-elles être assimilées à des héritiers en ligne directe ?
87. Existe-t-il des règles particulières si l'on hérite d'un immeuble où est établi le logement familial ?
88. Comment se calculent les droits de succession du conjoint survivant ?
89. Que se passe-t-il si un des héritiers ou légataires a renoncé à la succession ?
90. Que se passe-t-il si une personne domiciliée à l'étranger possède un immeuble en Belgique ?
91. La masse imposable comprend-elle les immeubles situés à l'étranger et appartenant à un habitant du royaume ?
92. Quel est l'impact sur les droits de succession en cas de donation datant de moins de trois ans avant le décès et si cette donation a fait l'objet de droits d'enregistrement ?

## **Partie 5 - Les possibilités de planification successorale**

93. L'optimisation fiscale en matière de droits de succession est-elle toujours permise ?
94. Est-il possible de planifier sa succession via son contrat de mariage ?
95. Lorsque les époux ont prévu une clause d'attribution, comment procéder lorsque le domicile familial fait partie du patrimoine commun ?
96. Des nuances peuvent-elles être apportées à la clause d'attribution totale du patrimoine commun ?
97. Un époux peut-il donner à son conjoint, via son contrat de mariage, les biens propres qu'il aura au moment de son décès ?
98. Comment protéger le conjoint survivant dans les couples ayant opté pour un régime de séparation de biens ?
99. Puis-je planifier ma succession en faisant des donations de mon vivant ?
100. Quel est le tarif applicable aux donations immobilières ?

101. Quel est le tarif applicable aux donations mobilières ?
102. Existe-t-il une possibilité de faire une donation mobilière en évitant de payer tout droit ?
103. Quelles sont les conséquences de la suppression des titres au porteur sur les donations d'effets mobiliers ?
104. Quel type de donation privilégiée pour des biens mobiliers : la donation avec paiement libératoire des droits d'enregistrement, par virement bancaire ou manuelle ?
105. Quelles sont les modalités ou charges que l'on peut joindre à une donation manuelle ou par virement bancaire ?
106. Comment limiter les conséquences du décès du donateur dans les trois ans qui suivent la donation ?
107. Comment se passe une donation mobilière pratiquement ?
108. Peut-on faire une donation en gardant un contrôle sur les biens donnés ?
109. Quel document signer pour conserver la preuve des modalités de la donation ?
110. Toute donation mobilière peut-elle bénéficier du taux réduit ?
111. Qu'en est-il d'une donation ou transmission d'entreprise ?
112. Quels sont les avantages d'une donation d'immeuble ?
113. Existe-t-il des particularités pour la donation de l'immeuble familial ?
114. J'ai fait des donations à mes enfants. Comment éviter des disputes lors de mon décès ?
115. Comment avantager un enfant par rapport à un autre ?
116. Comment des parents peuvent-ils donner un immeuble à leurs enfants ?
117. Le donateur peut-il payer les droits de donation ?
118. Quel est l'impact d'une donation de la nue-propriété d'un immeuble sur la déduction du prêt hypothécaire ?
119. Puis-je faire une donation à mon fils tout en prévoyant qu'à son décès les biens donnés reviendront à ma fille ?
120. J'ai fait une donation. Reste-t-il des droits de succession à payer par le donataire ?
121. Que se passe-t-il en cas d'achat d'un appartement à la mer avec les enfants ?
122. Je souhaite donner mon immeuble. N'est-il pas plus avantageux de le vendre et d'en donner le prix ?

123. Quelle est l'incidence de la suppression des titres au porteur en matière de donation ?
124. Puis-je transférer mon patrimoine via la constitution d'une société ?
125. Je souhaite créer une société pour transférer mon patrimoine, quelle forme de société choisir ?
126. Comment faire une donation à mes enfants mineurs ?
127. N'y a-t-il pas une alternative aux droits de donation ?
128. Au décès d'un de mes enfants qui n'a pas d'héritier, quelle solution pour que mon patrimoine reste néanmoins dans la famille ?
129. L'utilisation du mandat extrajudiciaire comme outil de planification successorale
130. Les pactes successoraux